

et n'établissait pas un modèle ou un précédent. Pourquoi, alors, le gouvernement ne l'a-t-il pas dit? Pendant des semaines et des mois, une fois ces ententes conclues, les travailleurs et les syndicats ont déclaré: «Voici notre modèle». L'accusation a été portée maintes et maintes fois, et l'autre jour, le premier ministre a dit à la Chambre, sur un ton plaintif, qu'il était regrettable qu'on n'ait pas expliqué aux Canadiens que cela ne constituait pas un précédent du tout.

Honorables sénateurs, le premier ministre passe beaucoup de temps à parler à la télévision. De fait, une journée où le premier ministre ou l'un de ses ministres ne paraît pas à la télévision peut être considérée comme perdue. Pourquoi n'a-t-il pas expliqué cela aux citoyens? Pourquoi n'a-t-il pas dit: «Nous avons conclu deux ententes, ou deux ententes ont été conclues au pays, selon lesquelles une augmentation de salaire de 30 p. 100 a été accordée, mais je vous avertis, et j'avertis les travailleurs ainsi que le patronat que cela ne doit pas être pris comme un modèle ou un précédent». Certes, c'était là le moins qu'il aurait pu dire, vu sa responsabilité envers le pays.

Lorsqu'il s'agit de l'inflation, le gouvernement lui-même est un des grands coupables. Vous direz qu'en parlant ainsi, je suis partial. Permettez-moi de lire ce qu'affirmait, cette semaine même, le *Times* de Londres. Soit dit en passant, M. Pearson a cité, lors d'une émission de télévision, l'autre soir, une revue économique qu'il n'a pas identifiée et qui félicitait le gouvernement de ses politiques financières et monétaires. J'ai devant moi le nom du journal dont je vais citer un passage. C'est le *Times* de Londres, et il a affirmé, en parlant de la grève, que...

Le principal problème, comme il arrive si souvent dans le Canada actuel, tire son origine de la faiblesse du gouvernement fédéral.

Il parle ensuite de l'inflation et ajoute:

Diverses mesures restrictives ont été appliquées dans le budget de mars dernier. Toutefois, elles ne semblent pas avoir remporté, jusqu'ici, beaucoup de succès.

La chose est en partie attribuable au fait que le gouvernement n'a pas restreint autant ses propres dépenses que celles des particuliers et en partie parce qu'il est mal placé pour orienter l'économie.

Il est vrai que «le gouvernement n'a pas restreint autant ses propres dépenses.» On peut rarement lire un journal, le matin, sans apprendre que le gouvernement a fait d'autres dépenses ici et là. Il a versé des millions

pour l'Expo, et des millions pour Radio-Canada et pour la politique d'intégration des forces armées de M. Hellyer.

L'honorable M. McCutcheon: L'unification des forces armées.

L'honorable M. O'Leary (Carleton): Et ainsi de suite. C'est ce qui a provoqué l'inflation au Canada, soit les dépenses du gouvernement plus que toute autre chose.

Honorables sénateurs, ce n'est pas tout. J'ai parlé des avertissements de MM. Raminsky et Deutsch, mais d'un bout à l'autre du Canada, des gens et des journaux sérieux ont exhorté à maintes reprises le gouvernement à restreindre ses dépenses qui s'étendent dans toute la sphère de l'activité publique. Non seulement maintenant il affecte des millions à nos besoins matériels, mais il s'occupe également de nos besoins culturels.

Il arrive maintenant au Canada, lorsqu'une localité peut se payer le luxe de deux supermarchés, qu'elle demande au gouvernement de lui aménager un centre des arts. C'est ce qui se produit.

J'ai lu la semaine dernière le premier tome des mémoires de M. Harold Macmillan et je crois que chaque membre du cabinet et en fait tous les hommes publics pourraient en faire autant.

M. Macmillan était conservateur, comme vous le savez, et comme certains conservateurs de son pays il a fait preuve d'indépendance. Il a écrit un ouvrage intitulé *The Middle Way*. M. Macmillan affirme qu'après 40 années consacrées à la vie publique, 40 années passées à la Chambre des communes, six ou huit années en qualité de premier ministre de la Grande-Bretagne, il en est arrivé à la conclusion que la sécurité sociale s'impose en nos temps modernes, que l'entreprise privée, le gouvernement et les établissements étatisés doivent collaborer en vue de l'assurer. Puis il a tiré sa dernière conclusion, soit que le plus grave problème de la société moderne, de la démocratie actuelle, dans un pays comme la Grande-Bretagne, consistait à faire établir tout d'abord les priorités dans les besoins de l'État et à chercher finalement et surtout à trouver avant de commencer à dépenser les deniers publics, quel montant au juste la nation peut se permettre.

Le gouvernement actuel a dépensé l'argent sans établir de priorités bien qu'on l'eût exhorté à le faire. Il a dépensé l'argent sans prévoir de priorités et sans savoir au juste à quelles fins ces fonds étaient affectés.